



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

**ORGANISATION ET LEGISLATION DES PERSONNELS DES
SERVICES FINANCIERS IMPLANTES EN METROPOLE,
EN ALGERIE ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER**

(Direction du personnel et des services généraux, 1811-1979)

Répertoire méthodique détaillé

établi par Sylvie RIPOLL

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Organisation générale de la Nation et des services publics, de l'Union française pour le temps de guerre.....	7
Conseil supérieur de la fonction publique – Peluriers - Pourvois.....	9
Statut, avancement, indemnité des personnels des services financiers et territoires d'Outre-Mer.....	11

Référence

B-0021923/1 – B-0021938/1 ; B-0060427/1 – B-0060443/1 ; B-0060447/1 – B-0060454/1 ;
B-0060456/1 – B-0060462/2 ; B-0060472/1 - B-0060483/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Organisation et législation des personnels des services financiers implantés en métropole, en Algérie et territoires d'Outre-Mer

Dates extrêmes

1811 - 1979

Noms des principaux producteurs

Direction du personnel et des services généraux

Importance matérielle

60 boîtes, 6,98 ml

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

En application du code du patrimoine, l'ensemble des documents est librement communicable.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 20 janvier 1978 enregistré sous la référence RE 06/78

Historique du producteur

Sous la Restauration, le ministre se réserve la responsabilité de la gestion du personnel. En vertu de l'ordonnance du 6 février 1828, le secrétariat général constitue un pôle d'action et de contrôle, proche du ministre, par l'agglomération de fonctions à caractère budgétaire (ordonnancement, comptabilité), administratif (archives, bibliothèque, contreseing) et technique (matériel). De ce pôle fait partie d'ailleurs l'Inspection générale des finances. Au sein de cet ensemble, la direction du personnel se forme progressivement (décret du 28 décembre 1864). Au tournant des années 1880, alors que renaît une direction du cabinet, du personnel et du matériel (décret du 18 juillet 1880), les chefs des services du personnel et du matériel, ainsi que le sous-directeur du contrôle du personnel des administrations financières, siègent aux côtés du chef du cabinet du ministre et d'un représentant de l'inspection des

finances au Conseil des directeurs de l'administration centrale, instance délibérative sur les affaires relatives au personnel composée d'une douzaine de membres (arrêté du 30 septembre 1885). Les réorganisations successives de l'administration centrale, à la fin du XIX^e siècle (1886, 1891, 1898 et 1899) prévoient une direction du personnel et du matériel (DPM), pour laquelle un poste de directeur est créé par un décret du 19 novembre 1886. Les quatre bureaux de la DPM gèrent les personnels d'administration centrale et aussi certains personnels des administrations financières (trésoriers payeurs généraux, receveurs particuliers, percepteurs), dont ils assurent par la suite le contrôle (décret du 15 juillet 1899). Au sein du cabinet du ministre (décret du 17 mars 1908), les services de la bibliothèque et des archives sont associés à un service nouveau, "statistique et législation comparée" (décrets des 6 janvier et 11 octobre 1912), organisation que l'on retrouve après la Première Guerre mondiale (décret du 26 avril 1923). Parallèlement, la direction du personnel conforte ses attributions budgétaires. En effet, selon l'ordonnance du 17 décembre 1844, le bureau de l'ordonnancement centralise et examine les documents relatifs au budget du ministère, établit le budget et contrôle l'emploi des crédits ; le bureau de la comptabilité tient la comptabilité des dépenses du ministère et établit et publie les comptes définitifs. Ces missions sont séparées de la gestion du matériel (1873), puis organisées en service particulier (ordre de service du 31 décembre 1880) qui sera plus tard rattaché à la direction du personnel et du matériel, celle-ci adjoignant le terme ordonnancement à son appellation et étant organisée en trois bureaux (décret du 31 mars 1929). La direction du personnel et des services généraux (DPSG), créée par arrêté du 7 décembre 1962, est l'héritière de services dépendant des deux administrations qui assuraient après-guerre la gestion de l'économie et des finances : la direction du personnel et du matériel au ministère des finances et la direction de l'administration générale au ministère de l'économie nationale. Ce dernier service, chargé principalement de l'ordonnancement des crédits et de l'établissement du budget du ministère, a été créé (décret du 18 avril 1946) en même temps qu'un service de l'administration générale, organe de liaison et de communication. La création de la DPSG entraîne leur disparition (décret du 18 avril 1963). Au cours des années 1980, la DPSG s'engage fortement dans la démarche de modernisation du ministère. En prévision du transfert à Bercy de l'administration centrale, elle élabore un premier schéma directeur (1985-1986) qui permet la réalisation de plusieurs projets (comptabilités budgétaire et de gestion, maintenance assistée des bâtiments, centres de documentation, gestion du personnel et des services sociaux). Par la suite, l'action de modernisation se diversifie vers la mise en oeuvre de systèmes de partage de l'information et la définition d'une nouvelle organisation du travail intégrant les évolutions technologiques (schéma directeur 1992-1996). En 1994, la DPSG devient direction du personnel et de l'administration (DPA) (décret du 3 octobre 1994). L'intégration des services du ministère de l'industrie entraîne la fusion de la DPA (économie, finances) et de la direction générale de l'administration et des finances (industrie) en une direction du personnel et de la modernisation de l'administration (décret du 2 novembre 1998) chargée de "missions d'impulsion qualitative". Sa sous-direction du personnel est transformée en sous-direction des ressources humaines (arrêté du 12 novembre 2001) avec le souci d'assurer une gestion globale des agents du ministère. A ce titre, la DPMA exerce un double rôle : une mission principale de pilotage et de coordination pour tous les personnels du ministère, et une fonction de gestion plus directe pour l'administration centrale. En 2006, la création d'un secrétariat général (décret n° 2006-947 du 28 juillet 2006 et arrêté du même jour) entraîne le transfert à celui-ci des fonctions de pilotage exercées par la DPMA, qui devient la direction des personnels et de l'adaptation de l'environnement professionnel (DPAEP)(décret n° 2006-948 et arrêté du 28 juillet 2006). Enfin, la politique ministérielle de formation professionnelle est coordonnée par la sous-direction de la modernisation et des politiques du personnel (arrêté du 3 mars 2003) et notamment mise en oeuvre par un Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE), service à compétence nationale (arrêtés des 5 juillet 2001 et 6 juillet

2004) qui est rattaché au Secrétariat général lors de sa création en 2006. La DPAEP et le Service de la communication sont absorbés par le Secrétariat général créé par le décret n° 2010-444 du 30 avril 2010.

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Classement thématique

Présentation du contenu

Ce versement comporte des dossiers relatifs à l'organisation et au fonctionnement des agents des services financiers durant et après la période d'occupation. On y trouve aussi, entre autres, des dossiers concernant la législation résultant du temps de guerre, le statut des juifs, le travail féminin, la réparation des préjudices de carrière.

Indexation

Fonctionnaire de l'État

Personnel

Structure administrative

Occupation étrangère

B-0021923/1 – B-0021938/1 ; B-0060427/1 – B-0060443/1 ; B-0060447/1 – B-0060454/1 ; B-0060456/1 – B-00462/2 ; B-0060472/1 - B-0060483/1

Organisation et législation des personnels des services financiers implantés en métropole, en Algérie et territoires d'Outre-Mer.

1811-1979

B-0060427/1 – B-0060441/1

Organisation générale de la Nation et des services publics, de l'Union française pour le temps de guerre.

1914-1979

B-0060427/1

Composition des gouvernements (1938-1959) ; composition et fonctionnement des assemblées (1947-1958) : textes officiels.

1938-1959

B-0060428/1 - B-0060441/1

Organisation de la nation en temps de guerre.

1914-1979

B-0060430/1

Situation des personnels de l'État, sursis d'appel, démobilisation (1945) ; indemnité différentielle (1914, 1945-1949) ; services éloignés (1940-1942) ; rappel d'agents retraités (1936-1941) ; situation des veuves de fonctionnaires mobilisés et décédés pendant la guerre (1939-1941) ; représentation du personnel aux conseils de discipline, commissions de réforme (1939-1946) ; conduite des agents (1940-1944) : notes et textes.

1914-1949

B-0060431/1

Pensions aux victimes de guerre, législation : textes officiels.

1919-1954

B-0060431/2

Réquisitions de biens et de personnes : correspondance et textes officiels.

1925-1962

B-0060432/1

Organisation de la défense passive (1928-1943) ; condition d'attribution de la carte du combattant (1930-1951) ; instructions aux administrations en cas d'opérations militaires sur le territoire métropolitain (1944) ; situation des démobilisés (1939-1947) ; transfert des corps des victimes de guerre et anciens combattants (1945-1955) ; fixation de la date légale de cessation des hostilités (1945-1949) ; circulation en temps de guerre (1939-1940).

1928-1955

B-0060432/2

Attribution de la carte d'alimentation de la catégorie T à divers agents du ministère, attribution de rations alimentaires supplémentaires à certaines catégories d'agents, élaboration de la liste des travailleurs de force : notes et textes.

1941-1944

B-0060433/1 - B-0060433/3

Relèvement de fonctions.

1940-1979

B-0060433/1

Législation : textes, circulaires, arrêts du Conseil d'État.

1940-1944

B-0060433/2

Application de la loi du 17 juillet 1940, affaires particulières : notes et interventions.

1940-1953

B-0060433/3

Application de la loi du 17 juillet 1940, affaires particulières : notes, interventions et pourvois.

1940-1979

B-0060434/1 - B-0060434/2

Statut des juifs.

1941-1944

B-0060434/1

Législation : décrets, loi et circulaires.

1940-1944

B-0060434/2

Application de la législation, demandes de dérogation acceptées et refusées (1941-1943) ; radiation des cadres des agents de race juive par arrêtés des 24 mars 1941, 21 mai 1942 et 23 novembre 1942 (1941-1942) ; reclassement des juifs licenciés (1941-1942) ; maintien dans l'emploi par dérogation à l'article 3 de la loi du 2 juin 1941 (1942) ; réintégrations de fonctionnaires rayés des cadres (1941-1942) ; transmission des déclarations (1941-1942).

1941-1943

B-0060435/1 ; B-0060435/3

Travail féminin, loi du 11 octobre 1940, application et annulation.

1942-1962

B-0060435/1

Notes, ordonnances, loi, circulaire, arrêtés et textes.

1940-1962

B-0060435/3

Notes, textes et pourvois.

1942-1962

B-0060435/2

Demandes de dispenses de la condition de nationalité exigée par l'article 1er de la loi du 3 avril 1941 pour l'exercice de fonctions publiques, demandes acceptées et refusées.

1941-1944

B-0060436/2

Réintégrations et réparations des préjudices de carrière, réintégration des juifs et des francs-maçons : textes et notes.

1944-1961

B-0060436/1

Législation résultant de l'Occupation, sociétés secrètes (1940-1945) ; répression des manifestations anti-nationales et anti-gouvernementales (1941-1942) ; stage obligatoire dans un chantier de jeunesse (1941-1964) ; dissolution de groupements et d'associations (1941) ; sanctions à l'égard des Français passés à la dissidence (1941-1944) : textes, listes nominatives ; Légion française des combattants (1940-1944) ; Milice, Légion des volontaires français contre le bolchevisme (1941-1942).

1940-1964

B-0060437/1

Législation résultant de l'Occupation, service du travail obligatoire en Allemagne : textes et affaires diverses (1942-1969) ; relations avec les autorités occupantes (1941-1953).

1941-1972

B-0060438/1

Législation et mesures d'exception résultant de l'Occupation, paiement du traitement aux fonctionnaires arrêtés ou internés par l'ennemi (1944-1945) ; logements de fonction réquisitionnés par les autorités allemandes (1940-1944) ; retour des fonctionnaires dans leurs départements d'origine (1941-1948) ; réquisition de fonctionnaires (1941-1944) ; douaniers, retrait du littoral et armement (1941-1942) ; Alsaciens-Lorrains expulsés ou repliés (1941).

1941-1970

B-0060439/1

Situation des prisonniers de guerre et déportés politiques : textes officiels et affaires diverses.

1943-1958

B-0060440/1

Législation résultant de la Libération, rétablissement de la légalité républicaine (1944-1947) ; comités de libération (1944-1945) ; corps de liaison administrative pour l'Extrême-Orient (1945) ; Service des affaires allemandes et autrichiennes, reclassement des agents (1945-1966) : textes (arrêté, décrets, ordonnances), circulaires, notes de service.

1944-1966

B-0060441/1

Répression des faits de collaboration avec l'ennemi (1944-1949) ; épuration administrative (1944-1959) ; suspensions de fonction (1944-1949) ; indignité nationale (1944-1951) : textes (lois, ordonnances, décrets, circulaires) et notes.

1944-1959

B-0060428/1 – B-0060429/1

Personnels d'Algérie et des territoires d'Outre-Mer.

1943-1962

B-0060428/1 - B-0060428/5

Intégration dans les cadres métropolitains des fonctionnaires des services financiers de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion.

1947-1961

B-0060428/1

Application des décrets n° 48-271 à 48-275 du 16 février 1948 : travaux préparatoires et textes officiels.

1947-1948

B-0060428/2

Constitution de commissions chargées d'émettre un avis préalable en application des arrêtés du 15 avril 1948 : travaux préparatoires et textes officiels.

1947-1950

B-0060428/3

Application des décrets n° 48-271 à 48-275 du 16 février 1948 : décisions individuelles, pourvois.

1947-1961

B-0060428/5

Application des décrets n° 48-271 à 48-275 du 16 février 1948 : décisions individuelles, pourvois.

	1950-1960
B-0060428/4	
Service des Poids et mesures dans les départements d'outre-mer, organisation et situation individuelle en Guyane : notes.	
	1948-1952
B-0060429/1	
Algérie, régime financier, statut organique, situation des fonctionnaires : textes officiels.	
	1943-1962
B-0021923/1 – B-0021938/1 ; B-0060447/1	
Conseil supérieur de la fonction publique – Peluriers - Pourvois	
	1942-1970
B-0021923/1 - B-0021924/1	
Conseil supérieur de la fonction publique : procès verbaux et dossiers des affaires examinées.	
	1961-1965
B-0021923/1	
Séances du 12 décembre 1961, 20 février 1962, 20 juin 1962	
	1961-1962
B-0021924/1	
Séances du 5 février 1963, 21 juin 1963, 16 mars 1965, 20 octobre 1965	
	1963-1965
B-0021925/1 - B-0021934/1	
Peluriers (courrier départ).	
	1954-1959
B-0021925/1	
1er semestre 1954.	
	1954
B-0021926/1	
2ème semestre 1954.	
	1954
B-0021927/1	
Année 1955.	
	1955
B-0021928/1	
1er semestre 1956.	
	1956
B-0021929/1	
2ème semestre 1956.	
	1956
B-0021930/1	
Année 1956.	
	1957
B-0021931/1	
1er semestre 1958.	
	1958
B-0021932/1	
2ème semestre 1958.	
	1958
B-0021933/1	
1er semestre 1959.	

	1959
B-0021934/1	
2ème semestre 1959.	
	1959
B-0021935/1 – B-0021938/1 ; B-0060447/1	
Pourvois.	
	1942-1975
B-0021935/1	
Pourvois formés devant le tribunal administratif par des agents du ministère : pelurier des observations du bureau P2 (janvier 1958 - décembre 1962).	
	1958-1962
B-0021936/1	
Pourvois formés devant le tribunal administratif par des agents du ministère : pelurier des observations du bureau P2 (1963-1966).	
	1963-1966
B-0021937/1 - B-0021938/1	
Pourvois classés par ordre alphabétique.	
	1942-1970
B-0021937/1	
Lettre A à J.	
	1949-1968
B-0021938/1	
Lettre K à Z.	
	1942-1970
B-0060447/1	
Direction générale des impôts, statut de la catégorie A, application du décret du 30 août 1957 : pourvois (M-Y).	
	1958-1975
B-0060442/1 – B-0060443/1 ; B-0060447/2 – B—60454/1 ; B-0060456/1 – B- 0060462/2 ; B-0060472/1 - B-0060483/1	
Statut, avancement, indemnité des personnels des services financiers et territoires d'Outre-Mer.	
	1811-1975
B-0060442/1	
Conditions générales des fonctionnaires, statut général : loi du 14 septembre 1941 et textes d'application.	
	1941-1944
B-0060442/2	
Création et suppression d'emplois dans les services financiers : textes.	
	1942-1957
B-0060442/3	
Corps des administrateurs civils, situation, évolution des effectifs : textes et notes.	
	1946-1962
B-0060442/4	
Corps des attachés d'administration centrale, situation, organisation du recrutement : textes et notes.	
	1953-1967
B-0060443/1 ; B-0060448/1 - B-0060449/1	
Services financiers (impôts, trésor, douanes).	
	1948-1964
B-0060443/1	

Statuts de la catégorie A, décret du 30 août 1957 : travaux préparatoires ; comité technique paritaire : procès-verbaux (1953-1956) ; commission des directeurs généraux et directeurs : comptes rendus (1954-1956) ; commissions et sous-comités d'études (1954-1956) ; projets de statuts (1955) ; décisions des ministres (1955-1957).

1953-1957

B-0060448/1

Statuts de la catégorie B, constitution initiale des nouveaux corps de contrôleurs principaux, décret du 16 juin 1949 : travaux préparatoires (1948-1949); statut des corps de contrôleurs des impôts, du trésor et des douanes, décret du 23 janvier 1954 et textes modificatifs : travaux préparatoires (1950-1960); réalisation de 951 intégration d'agents de catégorie C dans la catégorie B (1961).

1948-1961

B-0060449/1

Statuts de la catégorie B, réforme, décrets du 25 mai 1964 : travaux préparatoires.

1962-1964

B-0060447/2

Direction générale des impôts, harmonisation de la carrière des services extérieurs des catégories A, B et C.

1953-1964

B-0060450/1

Emoluments, fixation, modification : textes et notes (1948-1961) ; barème des traitements (1950-1961).

1948-1961

B-0060451/1

Indemnités de responsabilité des comptables (1875-1953) ; complémentaires (1923-1950) ; aux essayeurs de la garantie (1927-1939) ; aux membres de jurys de concours (1930-1956) ; de fonctions techniques des ingénieurs (1930-1946) ; de poste (1931-1951) ; de cabinet (1940-1948) ; autres ministères (1941-1942) ; rétribuant les conférences, les cours (1945-1956).

1875-1956

B-0060452/1

Attribution du régime indemnitaire prévu par le décret n° 71-343 du 29 avril 1971 aux agents exerçant des fonctions de chef d'exploitation, de programmeur de système d'exploitation, et de chef programmeur : propositions de la direction générale des impôts, de la direction générale des douanes et droits indirects, de la comptabilité publique et de l'administration centrale, fiches de renseignements sur les agents concernés.

1972

B-0060453/1

Situation des personnels affectés au traitement de l'information, application des articles 10, 14 et 15 du décret n° 71-342 du 29 avril 1971, fiches individuelles de propositions, résultats de la commission interministérielle.

1972-1973

B-0060454/1

Agents de la direction générale des douanes et droits indirects (Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE) et bureau B5) candidats à un poste d'analyste : fiches de postes.

1972

B-0060456/1

Situation des fonctionnaires des Finances au regard des fonctions électives, inéligibilité, incompatibilité : textes et notes.

1884-1929

B-0060456/2

Grève des fonctionnaires, attitude des agents des Finances lors des mouvements de grève et réaction de l'administration (1921-1945) ; journée du 1er mai, réglementation du travail dans les administrations : notes et circulaires (1919-1939).

1919-1945

B-0060457/1

Amnistie, application des lois aux agents frappés de sanctions : textes et requêtes.

1919-1952

B-0060458/1 - B-0060458/3

Application de la loi n° 53-681 portant amnistie aux agents frappés de sanctions.

1918-1970

B-0060458/1

Textes, notes d'information, recueil Dalloz 1963 n°40 (pages 259 à 264), ordonnances n°59-199 du 31 janvier 1959.

1953-1970

B-0060458/2 – B-0060458/3

Affaires particulières.

1918-1970

B-0060458/2

Textes, notes et correspondances.

1918-1970

B-0060458/3

Pourvois.

1953-1964

B-0060459/1

Prestations familiales, lois et décrets (1913-1959), circulaires d'application (1935-1959).

1913-1959

B-0060460/1 - B-0060461/2

Prestations de l'assurance invalidité.

1956-1971

B-0060460/1

Notification à la direction générale des Douanes.

1956-1970

B-0060461/1

Notification à la direction générale des Impôts.

1960-1971

B-0060461/2

Notification à la direction de la Comptabilité publique.

1960-1971

B-0060462/1 ; B-0060472/1

Admission au bénéfice des dispositions de l'article 36 (2°) de l'ordonnance du 4 février 1959 des agents victimes d'accident du travail, décision des comités médicaux départementaux de réforme : notification aux services extérieurs.

1962, 1972

B-0060462/1

1962 (juin-décembre).

1962

B-0060472/1

1972 (sauf septembre).

1972

B-0060473/1

Délégation de signature du ministre aux directeurs : arrêtés, notes, rapport aux ministres.

1942-1959

B-0060473/2

Cabinets du ministre des Finances, nomination des membres : textes.

1948-1958

B-0060474/1

Receveurs spéciaux, statut (1852-1963) : textes, notes, réponses à des questions écrites ; statut de l'Assistance publique de Marseille (1939-1942).

1852-1963

B-0060474/2

Services extérieurs du Trésor, réorganisation : notes pour le ministre, tableaux.

1968-1970

B-0060475/1

Trésorerie d'outre-mer, Algérie, organisation (1911-1952), concours (1934-1946), traitements et indemnités (1927-1965), cadre latéral (1932), receveurs municipaux (1858-1907) : textes et notes ; Tunisie, Maroc : textes et pourvoi (1918-1945, 1977).

1858-1965

B-0060476/1

Trésoreries coloniales, organisation (1912-1952), effectifs (1923-1948), retraite (1928-1974), pourvois (1942-1961), affaires diverses (1938-1961).

1912-1974

B-0060476/2

Trésoreries coloniales, pourvois (1942-1974).

1942-1974

B-0060477/1

Douanes, corps militaire des douanes, création, organisation : textes (1878-1959) ; organisation militaire (1882-1921).

1878-1959

B-0060477/2

Douanes, statut particulier des personnels et des brigades des douanes, décret du 9 janvier 1960 et textes modificatifs : travaux préparatoires (1878-1969) ; projet de règlement des brigades des douanes (1941-1965).

1941-1965

B-0060480/1

Atelier général du timbre, statut, recrutement, organisation, rémunération, indemnités.

1901-1936

B-0060480/2

Monnaies et médailles, statut, recrutement, avancement, licenciement, rémunération, indemnités.

1908-1968

B-0060480/3

Imprimerie nationale, statut, recrutement, organisation, rémunération, indemnités, licenciement, assistance maladie : textes et notes.

1913-1947

B-0060480/5

Etablissements industriels, personnels ouvriers, statut, régime de travail, licenciement, discipline, conflits du travail, maladie, pourvois : textes et notes.

1931-1975

B-0060480/7

Personnel ouvrier des établissements industriels de l'état, contentieux, statut, recrutement, avancement, discipline, rémunération, indemnités, congés, assistance maladie, licenciement, cadre latéral : textes et notes.

1943-1949

B-0060481/1

Démarchages abusifs en publicité effectués au profit d'organisations se réclamant du ministère des Finances, législation et information du public (1959-1967), affaires particulières (1960-1974), plaintes au Parquet (1960-1963), affaires disciplinaires (1962).

1959-1974

B-0060482/1

Audiences syndicales chez le ministre ou le directeur du personnel, dossier préparatoire.

1966-1970

B-0060483/1

Rationalisation des choix budgétaires, stage (du 20 au 31 janvier 1969) : documentation.

1968-1969

B-0060478/1 - B-0060480/6

Manufactures de l'État.

1811-1974

B-0060478/1

Organisation : textes et notes.

1811-1965

B-0060478/2

Organisation du service départemental, cadre principal et supérieur : textes et notes.

1924-1957

B-0060479/1

Places offertes aux élèves de l'école polytechnique dans le corps des ingénieurs.

1908-1968

B-0060479/2

Cadres de maîtrise et secondaires des manufactures et des magasins de transit, statuts particuliers, décret du 13 mai 1957 et textes modificatifs : travaux préparatoires.

1954-1974

B-0060480/4

Affaires particulières, statut, recrutement, avancement, discipline, rémunérations, indemnités, congés, assistance maladie, licenciement, cadre latéral : textes et notes.

1920-1959

B-0060480/6

Contentieux, statut, recrutement, avancement, discipline, rémunérations, indemnités, congés, assistance maladie, licenciement, cadre latéral : textes et notes.

1956-1959